

Le revenu universel : est-ce une bonne idée ?

Dessine-moi l'éco, Sydo, en partenariat avec Le Monde.fr, mars 2016.

La Finlande devrait expérimenter un revenu de base de 800 euros par habitant en 2017, les citoyens suisses sont appelés à se prononcer sur le sujet en juin prochain... Mais le revenu universel, c'est quoi exactement ? Qui le toucherait ? Comment serait-il financé ? Que lui reprochent ses détracteurs ? Pourquoi ses partisans ne sont-ils pas d'accord sur ses modalités d'application ?

Exploitation pédagogique

1. Expliquez en quoi consiste le revenu universel en précisant ce qui le différencie des actuelles prestations sociales.
2. Quel est l'objectif du revenu universel pour ses partisans ?
3. Quels sont les arguments des opposants à cette mesure ?
4. Quels sont les débats suscités par le profil des bénéficiaires et le montant du revenu universel ?
5. Quelles sont les modalités envisagées pour financer le versement d'un revenu universel ?
6. Précisez quels sont les problèmes soulevés par chacun des modes de financement évoqués.
7. Comment pouvez-vous expliquer que le revenu universel soit défendu aussi bien par des économistes libéraux que par des opposants au libéralisme économique ?

Corrigé

1. Le revenu universel (ou revenu de base, revenu d'existence...) est une somme d'argent versée chaque mois et à vie à tous les citoyens sans aucune condition. Il est donc individuel et inconditionnel, à la différence des prestations sociales actuelles qui sont distribuées en fonction de la situation des bénéficiaires (individu ou ménage) et/ou de leurs ressources (par exemple, allocations familiales selon le nombre d'enfants ; RSA pour les plus pauvres ; pensions pour les retraités ayant cotisé...). Il est aussi cumulable avec d'autres revenus.
2. Il s'agit de fournir à chacun un revenu qui permette de vivre décemment. Cela est vu comme un facteur d'égalité (montant identique pour tous) et de liberté (chacun peut alors plus librement choisir de travailler pour obtenir un revenu supplémentaire ou de se consacrer à des activités non marchandes – bénévoles, domestiques, artistiques...).
3. Les opposants à cette mesure craignent qu'elle encourage l'inactivité. Pourquoi travailler si mon revenu est assuré ? On peut alors redouter que la désincitation à travailler limite la production de richesses et donc au final la possibilité de financer la mesure.
4. La discussion porte sur l'âge auquel les individus pourraient prétendre à ce revenu. L'universalité doit-elle être absolue ou faut-il moduler le versement selon l'âge (somme progressive, versement à partir de 18 ans...) ? Concernant le montant, le dilemme est le suivant : soit le revenu universel est fixé à un niveau faible, conçu comme un filet de sécurité et obligeant à travailler pour le compléter, soit il atteint un niveau relativement élevé, assurant plus de liberté de choix de vie mais se pose alors la question de sa faisabilité en termes de financement.
5. Le surcroît de dépenses publiques serait considérable si un tel revenu était mis en place. Pour y faire face, l'État peut réduire d'autres dépenses sociales et/ou augmenter les prélèvements. Ainsi, il est envisagé de supprimer certaines prestations. Le revenu universel, en se substituant à des aides comme le RSA, les allocations familiales, les indemnités chômage... s'accompagnerait alors d'une refonte de la protection sociale. On peut aussi décider d'augmenter l'impôt sur le revenu ou développer la taxation des transactions financières, et donc repenser la fiscalité.
6. Si des prestations sociales sont supprimées en contrepartie, il est alors possible que le revenu universel n'améliore pas la situation des plus défavorisés voire la détériore. Les classes moyennes pourraient aussi être réticentes à supporter des hausses d'impôt importantes si elles estiment que la réforme du système socio-fiscal se fait à leur détriment. Et les classes les plus favorisées encore plus tentées par l'évasion fiscale...
7. Cela s'explique parce qu'il y a plusieurs conceptions du revenu universel comme le montre la vidéo en soulignant les désaccords entre les partisans du revenu universel. Pour les économistes libéraux favorables à cette mesure, il s'agit de remplacer la majeure partie (voire l'ensemble) de la protection sociale par ce revenu de base, voire de supprimer le SMIC. Puisque c'est la collectivité qui dorénavant assurerait un minimum décent à tous, l'employeur pourrait alors être libéré de cette obligation. Les opposants au libéralisme y voit eux un moyen de lutter contre la pauvreté et les inégalités et de gagner en liberté et de repenser la place du travail dans la vie des individus.